



Les effets des changements de revenus sur le travail des enfants

**Un résumé des données tirées des
petits exploitants**

avril 2020

Soutenu par :



Plate-forme suisse du
cacao durable



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie DFE
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

La présente étude sur document a été commandée par la Fondation International Cocoa Initiative (ICI). Elle a été soutenue par le groupe de travail sur le revenu vital et le travail des enfants de la Plate-forme suisse du cacao durable et co-financée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

L'étude a été rédigée par Chiara Ravetti. Isabel Heidler, de Barry Callebaut, a apporté son appui pour les recherches préliminaires. L'étude a été supervisée par Anna Brüderle (ICI).

L'auteure remercie Martina Bozzola de l'Université des sciences appliquées de Zürich (ZHAW), Benjamin Morrison de ITC, Christine Müller de SWISSCO, Megan Passey de la Fondation ICI, Manuela Stiffler de Max Havelaar, Andres Tschannen de Barry Callebaut, Mirjam van Leeuwen de Baronie, et les participants à la réunion d'octobre 2019 du groupe de travail sur le revenu vital et le travail des enfants dirigée par SWISSCO pour leurs retours et leurs commentaires.

RÉSUMÉ

La présente étude sur document analyse la littérature portant sur la relation entre les changements de revenus et le travail des enfants, avec une attention particulière sur les petits exploitants dans les pays en développement. L'objectif initial était de comprendre cette relation dans le contexte spécifique de la production de cacao en Afrique de l'Ouest. Cependant, en raison d'une disponibilité limitée de données, le champ d'études de l'analyse a dû être élargi.

L'étude a pour but de répondre aux questions suivantes :

- Comment le recours au travail des enfants est-il influencé par les changements de revenus des agriculteurs ?
- Quels sont les facteurs qui modèlent cette relation ? (P. ex. le sexe et l'âge des enfants, les niveaux de revenus de référence, et la propriété de biens.)

Comprendre ces liens permettra d'orienter les décisions politiques et la conception d'interventions visant à renforcer les revenus des petits exploitants, garantissant ainsi que ces derniers participent à la diminution du travail des enfants, ou du moins qu'ils évitent son augmentation.

La présente étude a sélectionné des publications évaluées par des spécialistes du domaine et qui appliquent des méthodologies rigoureuses pour identifier les effets de causalité entre les changements de revenus et le travail des enfants. Parmi plus de 400 articles publiés sur les revenus et le travail des enfants dans les pays en développement, environ 50 études « fondamentales » remplissent les critères minimums de qualité et sont résumées dans cette analyse. La présente analyse s'intéresse aux effets de deux grandes catégories de changement de revenus :

- (i) **Augmentations ou diminutions des revenus dues à des chocs imprévus**, comme des changements de prix, la perte de récoltes, des fluctuations météorologiques imprévues, maladie ou décès dans le ménage, et les impacts internationaux comme des changements imprévus dans les flux d'échanges commerciaux, les investissements étrangers directs ou les virements de fonds.
- (ii) **Augmentations des revenus résultant de politiques ou de programmes**, comme les transferts monétaires, les transferts en nature, les subventions scolaires, les soutiens financiers et les travaux publics.

Cette étude sur document montre que la relation entre les changements de revenus et le travail des enfants est complexe. Si les augmentations de revenus sont associées à des *réductions* du travail des enfants dans certaines situations, dans d'autres situations, elles peuvent induire des *augmentations* du travail des enfants. Le deuxième cas de figure est souvent dû à davantage d'opportunités de travail rémunéré, qui accroissent aussi la valeur du temps que les enfants passent à travailler.

Observations clés

La relation entre les changements de revenus et le travail des enfants est complexe et les effets ne sont pas unidirectionnels.

Dans l'ensemble, les observations des études portant sur les chocs de prix sont assez nuancées : un **choc régitif** qui réduit la capacité de gain des petits
Les effets des changements de revenus sur le travail des enfants

exploitants tend à **augmenter le travail des enfants**, ce qui indiquerait qu'une perte imprévue de revenu peut constituer un certain risque, car les enfants pourraient servir de « tampon » pour compenser le choc. Sur 16 études portant sur les chocs négatifs, 13 d'entre elles ont constaté une augmentation manifeste du travail des enfants. Des exemples en Tanzanie et en Inde montrent que si les opportunités de travail rémunéré diminuent, par exemple en temps de sécheresse ou en raison de l'absence de supervision d'un adulte, même s'il y a plus de pauvreté, le travail des enfants peut également chuter.

L'effet des chocs positifs dépend du contexte et de facteurs intermédiaires, tels que la propriété de biens. Sur 11 études portant sur les chocs positifs, seules 4 ont constaté une réduction manifeste du travail des enfants. Les études constatant que des chocs positifs ont entraîné une augmentation du travail des enfants contiennent deux exemples de hausses des prix au Brésil et deux exemples de hausse des précipitations en Inde et en Tanzanie. **Dans l'ensemble, les observations concernant les chocs positifs sur les revenus indiquent que lorsque la valeur des activités agricoles augmente, il existe un risque d'augmentation du travail des enfants.**

Les programmes et les politiques visant à accroître les revenus des ménages montrent également des effets nuancés sur le travail des enfants. Sur 22 programmes de soutien aux revenus, 12 ont entraîné une diminution manifeste du travail des enfants.

De manière générale, les transferts monétaires (un type d'intervention pour lequel nombreux résultats sont disponibles) réduisent efficacement le travail des enfants, en particulier le travail rémunéré des enfants, mais certaines réservent s'appliquent tout de même. La présente analyse a identifié 10 programmes différents de transfert monétaire dont l'impact sur le travail des enfants a été rigoureusement évalué. La majorité d'entre eux (6 sur 10) ont induit une diminution manifeste du travail des enfants. Trois d'entre eux ont montré des résultats mitigés, avec des réductions du travail des enfants, mais aussi des cas d'augmentation. **Les transferts monétaires conditionnels et inconditionnels diminuent typiquement le travail des enfants rémunéré ayant lieu en dehors du foyer, bien que certaines études aient montré qu'ils peuvent induire une augmentation de la participation des enfants dans le travail au niveau de l'exploitation familiale, des entreprises familiales et des tâches ménagères.** Les données disponibles suggèrent que les transferts monétaires fonctionnent mieux s'ils apportent une augmentation suffisamment importante pour compenser la perte des revenus amenés par les enfants. Les effets des transferts monétaires sont différents selon le sexe : **la réduction du travail des enfants est généralement plus significative chez les garçons, dans certains cas, aucune amélioration n'a été observée chez les filles.**

Les données concernant les transferts en nature sont encore limitées et donnent des résultats mitigés. Dans deux études sur trois, ces programmes ont efficacement réduit le travail des enfants, mais dans les deux restantes, le travail des enfants a augmenté. Les subventions scolaires, la construction d'écoles et les mesures d'incitation directes pour que les enfants fréquentent l'école semblent être plus efficaces pour l'augmentation de la fréquentation scolaire que pour la réduction du travail des enfants. De telles mesures pourraient se révéler inefficaces et pourraient même avoir l'effet inverse si elles augmentent de manière conséquente le temps libre des enfants.

Le soutien sous forme de microfinancement ne semble pas être l'outil le plus efficace pour réduire le travail des enfants, mais n'a toutefois pas d'effets

défavorables. Sur quatre études, deux montrent une diminution du travail des enfants (Pakistan et Maroc), une n'a montré aucun effet (Mexique), et une a relevé des résultats mitigés, avec une diminution du travail des enfants chez les filles (Éthiopie). Toutes ces études s'intéressaient aux microcrédits, sauf l'étude du Pakistan, qui montre qu'une assurance maladie réduit le travail des enfants (ce qui concorde avec les recherches montrant que les chocs en matière de santé peuvent amplifier le travail des enfants).

Globalement, les **effets des interventions actives sur le marché du travail**, comme les programmes de travaux publics visant à générer des opportunités d'emploi, ou les formations entrepreneuriales pour soutenir le micro-entrepreneuriat, **sur le travail des enfants n'ont pas été suffisamment étudiés à ce jour. Les trois études identifiées donnent des résultats mitigés** : un cas où les nouvelles opportunités d'emploi pour adultes ont diminué le taux de travail des enfants (Éthiopie), une où le taux de travail des enfants est resté inchangé (Nicaragua), et une où le travail des enfants a augmenté en raison d'un programme de travaux publics. En effet, les adultes s'étant engagés dans les programmes de travaux publics, les enfants plus âgés les ont remplacés dans leurs emplois précédents (Inde).

Cette étude met en évidence plusieurs lacunes significatives dans les connaissances sur les interventions visant à accroître les moyens de subsistance des agriculteurs tout en réduisant le travail des enfants qui fonctionnent le mieux dans des contextes spécifiques. Si pour la plupart des interventions, les résultats ne sont pas concluants, un enseignement important tiré des recherches est que dans certaines circonstances, une augmentation des revenus est associée à un *risque d'augmentation du travail des enfants*. De nombreuses études montrent que le travail des enfants n'est pas seulement induit par la pauvreté, mais aussi par les opportunités de travail rémunéré, ce que confirment des résultats selon lesquels, dans certaines situations, le taux de travail des enfants augmente en même temps que les revenus. Globalement, les différents types d'activités visant à augmenter les revenus des petits exploitants n'ont pas été évalués rigoureusement par rapport à leurs effets sur le travail des enfants ; davantage de recherches sur ces interventions sont nécessaires, tout comme davantage de recherches spécifiques au secteur du cacao.